

CUPE·SCFP

*Réunion du Conseil exécutif national
Les 9 et 10 juin 2010*

Résolution du Conseil exécutif national du SCFP

Objet : Taxe sur les transactions financières (TTF) et taxe bancaire

LE SCFP NATIONAL DOIT :

- Entreprendre, avec des syndicats, des organisations de développement international et d'autres alliés, une campagne de lobbying en faveur de l'imposition de nouvelles taxes, comme la taxe sur les transactions financières, la taxe bancaire et la taxe sur l'industrie financière.
- Sensibiliser les membres du SCFP à la nécessité d'une taxation plus équitable et d'une réglementation plus stricte des secteurs bancaire et financier.

PARCE QUE :

- Les transactions financières ne sont pas soumises aux taxes de vente, ni aux taxes sur la valeur ajoutée.
- Les gains en capital profitent de taux de taxe préférentiels.
- La croissance exponentielle des transactions financières et de la spéculation a accru l'instabilité économique et a été une cause majeure de la dernière crise financière et économique.
- Selon le Fonds monétaire international (FMI), le coût net direct de l'appui des gouvernements du G20 au secteur financier s'élèvera à plus de 900 milliards de dollars.
- Les coûts économiques, sociaux et fiscaux globaux de la crise s'élèvent à plusieurs billions de dollars pour tous les pays du G20.
- Les travailleurs sont forcés d'assumer les coûts de cette crise par des compressions imposées aux services publics, la réduction des salaires du secteur public et l'augmentation des frais d'utilisation et des taxes régressives, tant au Canada qu'ailleurs dans le monde.
- Les secteurs bancaires et financiers extrêmement rentables du Canada sont les plus grands bénéficiaires des baisses récentes et prévues des impôts des sociétés.

- Il faut des revenus plus élevés pour répondre aux urgents besoins sociaux et environnementaux et soutenir les services publics au Canada et dans le monde.
- Une hausse de la taxation des banques et du secteur financier permettrait non seulement d'augmenter considérablement les revenus, mais aussi de réduire la spéculation et l'instabilité économique, empêchant ainsi d'autres crises.
- De nombreux pays imposent déjà des taxes et des frais spéciaux à leur secteur financier, mais il faut une coopération internationale pour que d'autres mesures soient véritablement efficaces.
- Des dirigeants mondiaux, des syndicats internationaux, des organisations de la société civile, des économistes reconnus, des dizaines de milliers de personnes dans le monde entier et même le FMI ont appuyé un éventail de propositions de taxes spéciales – taxe sur les transactions financières, taxe « Robin des bois », taxe sur les activités financières et autres frais et prélèvements imposés aux secteurs bancaire et financier.
- Le gouvernement canadien utilise son statut d'hôte de la réunion du G8 et du G20 pour tenter de faire dérailler une entente internationale sur toute forme de taxation additionnelle imposée aux banques et au secteur financier.
- Les syndicats et les Canadiens progressistes doivent appuyer les efforts déployés pour conclure une entente internationale sur la question et dénoncer l'étroitesse d'esprit et les mesures irresponsables de leur gouvernement fédéral.